

Total se débarrasse de GPN

Après avoir été jugé responsable et coupable dans la catastrophe AZF et avoir fermé 10 sites industriels, Total a décidé de vendre sa filière engrais, GPN, à Borealis- un groupe pétrolier détenu par un fond d'investissement. Tous les capitalistes qui se débarrassent de leurs usines et jettent les salarié-E-s à la rue disent qu'ils "se recentrent sur leur cœur de métier". Mais leur cœur de métier, c'est le fric, les bénéfices des actionnaires ! En réalité, Total pour GPN, comme Shell pour la raffinerie, ne veulent pas assumer des fermetures mauvaises pour leur image et font faire le sale boulot par d'autres. Il y a tout à craindre de cette vente, pour les salarié-E-s, les sous-traitants, les riverains, l'environnement ...

Pour éviter que l'histoire de Petroplus ne se répète chez GPN il faut réagir, se mobiliser et refuser cette vente.

Total roule sur l'or ... noir.

Au même moment on apprend qu'en 2012, Le groupe pétrolier français a enregistré 12,4 milliards d'euros de bénéfices à cause de la hausse des prix de l'or noir. Il faut rappeler que l'an dernier Total n'a pas payé d'impôts au prétexte que l'entreprise n'était pas bénéficiaire ! Cette année Total paie seulement 2,4% d'impôt sur les sociétés en France, « *mais sur ses activités à l'étranger, répète Christophe de Margerie, Total n'a pas à être taxé* ».

L'Afrique de l'Ouest reste la première zone de production de Total qui y a multiplié les découvertes récemment.

Petroplus, une seule solution : la réquisition.

Les informations qui vont et viennent, qui changent plusieurs fois par jour, ont des conséquences graves sur le moral et la santé des salariéEs. Ils et elles sont depuis des mois suspenduEs, pieds et poings liés, au bon vouloir des repreneurs éventuels, à la communication du gouvernement et aux gesticulations des élus qui sèment le doute, puis l'espoir, puis la peur... Il faut que ça s'arrête.

C'est au gouvernement de prendre ses responsabilités, de réquisitionner la raffinerie, de contraindre Shell à assumer ses responsabilités pour le maintien de tous les emplois sous la menace de la saisie de ses biens et de ses avoirs en France, du remboursement de toutes les aides publiques.

5 MARS le midi devant Pétroplus, AG+barbecue

Lubrizol, préfecture, pouvoirs publics, toujours muets !

Après le récent accident chimique chez Lubrizol, quelles sont les conclusions ? Nous avons aussi peu d'informations après que pendant. Le mercaptan n'est paraît-il pas toxique à faible concentrations. Mais quelles ont été les concentrations, ont-elles dépassé la dose prescrite pour les salariés de l'entreprise et les riverains ? N'y avait-il pas d'autres produits toxiques dans le gaz qui s'est échappé ? Quelles mesures pour éviter que cela se reproduise ? Toute la lumière doit être faite.

Pour le droit à un environnement sain dans et hors des entreprises le NPA défend :

- **L'obligation d'évaluation systématique, interdiction et substitution des produits dangereux, application du principe de précaution pour mettre fin à l'impunité des capitalistes qui portent atteinte à la santé tant de leur personnel que de la population**
- **L'arrêt des productions les plus polluantes ou les plus nuisibles avec la reconversion des salariés sans perte de qualification ni de revenu : arrêt du nucléaire et des substances cancérigènes, réduction de la production de pesticides.**
- **La responsabilité financière et pénale des employeurs pour les maladies professionnelles et les accidents du travail**
- **L'interdiction de la sous-traitance et de la précarité dans les sites à risques, embauche par le donneur d'ordre**
- **Le droit de veto des salariés sur l'organisation du travail**

Suicide d'un chômeur = crime social

Un chômeur de 43 ans s'est immolé mercredi 13 février devant l'agence Pôle emploi de Nantes. C'est un véritable crime social dont les responsables ne sont pas bien sûr les travailleurs-e du pôle emploi, mais les politiques capitalistes inhumaines !

Ceux qui gèrent les privé-e-s d'emploi comme des chiens au nom du profit et de l'argent sont des criminels sociaux. De la même façon, ceux qui laissent les gens mourir de froid, de faim et de mal logement sont des criminels sociaux. Ceux qui licencient à tour de bras, jettent toujours plus d'hommes et de femmes dans la misère sont des criminels sociaux.

La seule solution c'est d'engager la lutte générale pour un plan d'urgence sociale qui garantisse un emploi et un revenu dignes pour toutes et tous et interdise les licenciements.